

Quelle justice
pour les femmes
autochtones?

PAGE 14

WWW.CS3R.ORG

LE VOLUME 31 N° 2 JUIN 2012
Point

DOSSIER
Le nouveau
visage du Canada
Faire mine
de coopérer

PAGE 4

ENTRETIEN AVEC
Riccardo Petrella

PAGE 20

SPÉCIAL MALI

PAGE 11



Olivier Asselin
Photographe
www.olivierasselin.com



Une publication du
**COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES**

DOSSIER Le nouveau visage du Canada

- Éditorial : Un budget anti-citoyen! - Jules Bergeron p. 2
- Faire mine de coopérer - Daniel Landry p. 4
- Conservatisme religieux : politiques étrangères dans la mire
Luc Dufresne p. 6
- Le financement du CS/TR - Jean-Marc Lord p. 8
- Le Monde en bref p. 10
- SPÉCIAL MALI
- Coopération : Pour des actions durables au Mali p. 11
Annie Lafontaine
- Du Mali à Trois-Rivières p. 12
- La Paix et la démocratie au Mali p. 13
Zan Dumbia et Mamoutou Dembelé
- Quelle justice pour les femmes autochtones? p. 14
Marie-Anne Daye
- Palestine : Consommer de façon politiquement responsable p. 16
Comité Palestine
- Parce que la paix est une priorité p. 17
Comité démilitarisation
- Une plateforme dynamique pour s'ouvrir sur le monde! p. 18
L'équipe RITA
- Entretien avec Riccardo Petrella - Daniel Landry p. 20
- Chronique culturelle p. 22
- Nouvelles en vrac p. 23



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES



Relations
internationales
Québec

Le Point est publié trois fois par année par le
Comité de Solidarité/Trois-Rivières
942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières, QC G9A 3X6
Tél. : (819) 373-2598 Téléc. : (819) 373-7892
www.cs3r.org

Nous remercions toutes les personnes qui ont
contribué à la production de ce numéro.
Coordination de la recherche et de la rédaction :
Marlène Dubois
En collaboration avec Annie Lafontaine et Jean-Marc Lord
marlene.dubois@cs3r.org - annie.lafontaine@cs3r.org
jean.marc.lord@cs3r.org
Conception graphique et mise en page :
Martin Rinfret : martin.rinfret@cogocable.ca

Impression : www.imprimage.ca
Tirage : 1000 exemplaires
Imprimé sur papier 100 % recyclé
Envoi de publication :
enregistrement no 488 151 / ISSN : 0828-7910

ÉDITORIAL LE DERNIER BUDGET HARPER

UN BUDGET ANTICITOYEN!

Les dés sont jetés, les conservateurs ont dévoilé leur jeu. Plus d'un an après la réélection du Parti conservateur du Canada à la Chambre des communes, le gouvernement Harper tient ses promesses en déposant son budget 2012-2013 à coup de restrictions budgétaires, de mises à pied, de coupures de services publics, mais aussi en imposant un budget idéologique.



Jules Bergeron

D'abord les emplois abolis au ministère de la Défense sont civils. Puis, on apprend que le coût d'achat des avions d'attaque F-35 est passé de 15 à plus de 25 milliards de dollars et qu'un appel d'offres pour cette quincaillerie est inutile. Sans compter que les conservateurs ont caché un bon nombre de chiffres et de documents sur la question, et cela sans répondre aux vraies questions : en a-t-on réellement besoin et pourquoi? Le maintien de la paix et le rôle du Canada, c'est du passé. Maintenant, nous voulons une armée de combat.

***Le maintien
de la paix et le
rôle du Canada,
c'est du passé;
maintenant,
nous voulons une
armée de combat.***

Du côté de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le budget sera amputé de près de 400 millions au cours des trois prochaines années. Concrètement, cela signifie que nous donnerons moins d'aide publique au développement (APD) et que ce seront les conditions économiques qui vont prévaloir dans l'octroi des budgets, question de rendre plus efficace l'APD et de mieux refléter les valeurs « canadiennes », voir conservatrices.

Autre conséquence de ce budget, le Canada ne cesse de reculer au sein des pays donateurs de l'aide au développement, ce qui n'améliore pas sa position de cancre à ce chapitre avec un fabuleux 0,31 % du produit national brut tandis que des pays comme la Suède, la Norvège et les Pays-Bas dépassent largement l'objectif de 0,7 % fixé en 1969 par un comité des Nations Unies présidé par l'ancien premier ministre canadien Lester B. Pearson.

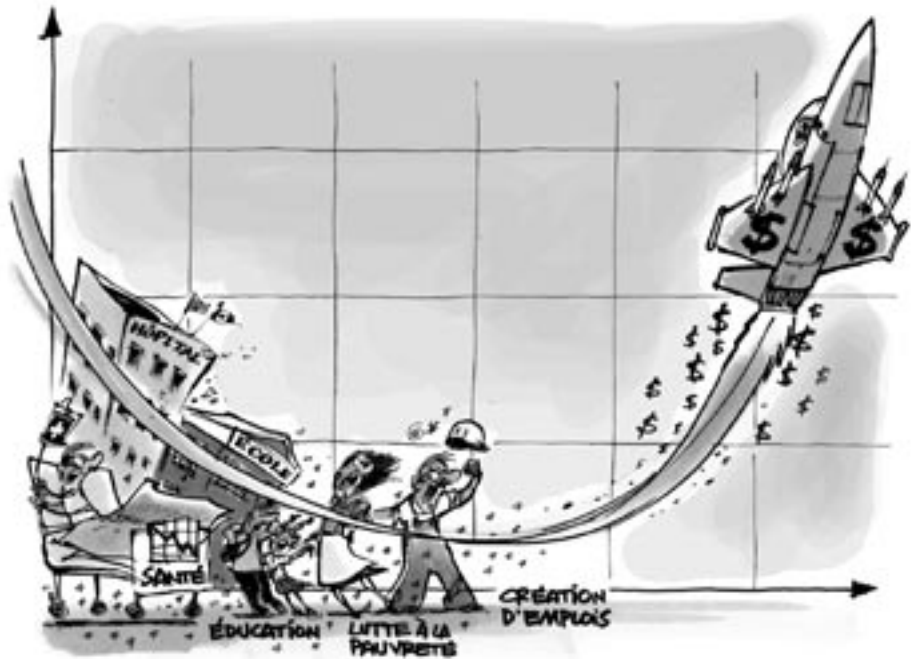
Nous assistons à un véritable dérèglement des avancées sociales. Les priorités fédérales reposent désormais sur le secteur privé, qui détient les solutions magiques, alors que l'on coupe dans la présence éta-

tique au sein de secteurs d'importance qui touchent de près la population. L'environnement est géré selon le bon désir du parti et sans respect aux normes internationales rigoureusement établies. Les études d'impact environnemental sur les grands projets d'investissement

Le Canada ne cesse de reculer au sein des pays donateurs de l'aide au développement.

sont assouplies et la voix des citoyens est limitée lors des audiences. Des centaines de postes de scientifiques sont abolis puisque l'impact de l'activité humaine sur la détérioration du climat et les autres débats sur l'environnement, le réchauffement de la planète, les émissions de gaz à effets de serre par l'exploitation des sables bitumineux, enfin tout ça et bien plus, ce n'est pas sérieux...

Le taux d'imposition fiscal des entreprises se voit diminuer alors qu'on se lave les mains de la fermeture sauvage de la compagnie Aveos. L'âge de la retraite est reporté à 67 ans et les transferts budgétaires fédéraux aux provinces pour la santé diminuent. Enfin, ne nous leur-



Caricature de Boris.

rons pas, nous sommes toutes et tous affectés, et les services seront altérés d'une manière ou d'une autre.

Ce qui est tout aussi dangereux, c'est que les conservateurs pratiquent avec un zèle à peine nuancé, non seulement les préceptes de la droite économique, mais aussi ceux de la droite en politique et au chapitre des droits sociaux. Les

agissements actuels et futurs du gouvernement conservateur à Ottawa sont inacceptables et plus que nocifs pour la démocratie. Cessons le virage à droite!

Un an après son élection majoritaire, le premier ministre Harper et son ministre des Finances, Jim Flaherty, se félicitent du budget conservateur mis en place.



DÉPENSES MILITAIRES
ENVIRONNEMENT
ÉDUCATION
SANTÉ

PASSONS À AUTRE CHOSE

STOPPONS LES DÉPENSES MILITAIRES

Devenez membre de la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) de la Mauricie afin de promouvoir la langue française et la souveraineté du Québec et aussi pour protéger et valoriser le patrimoine national.
www.ssjbmauricie.qc.ca



FAIRE MINE DE COOPÉRER

Voilà plus d'un an que le Parti conservateur du Canada a été réélu à la Chambre des communes. Depuis, un changement de culture politique s'impose, notamment en matière de coopération internationale. Sous l'égide des ministères des Affaires étrangères (John Baird) et de la Coopération internationale (Bev Oda), le gouvernement de Stephen Harper accélère les transformations de l'aide internationale, dont le financement de fondations appartenant à des compagnies minières canadiennes.



Daniel Landry

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) avait déjà amorcé la coupure du financement d'organisations internationales dont la mission était – semble-t-il – trop éloignée de la nouvelle culture politique conservatrice. Juste à penser à KAIROS qui, dès décembre 2009, avait vu son financement coupé en raison de son engagement dans la campagne « boycott, désinvestissement, sanctions » à l'encontre d'Israël. Dans cette suite logique,



Six ans après avoir lancé sa campagne « Agissons pour des compagnies minières responsables », exigeant du gouvernement qu'il oblige les compagnies canadiennes à rendre compte de leurs activités à l'étranger, Développement et Paix s'est vu amputer les deux tiers de son budget.

Parmi les victimes des dernières coupures, on retrouve une douzaine de pays dont l'aide est supprimée (Rwanda, Chine, Cambodge, Népal, Zambie, Zimbabwe, Niger) ou diminuée (Afghanistan, Pakistan, Bolivie, Tanzanie, Mozambique). On retrouve également les organisations québécoises (comme le Comité de Solidarité/Trois-Rivières) qui, malgré l'expertise qu'elles ont développée au cours des décennies, sont de plus en plus souvent ignorées par l'ACDI. C'est à tout le moins ce que démontre la répartition

depuis le début de l'année 2012, Développement et Paix s'est vu amputer son budget des deux tiers tandis que Droits et démocratie vient tout simplement d'être démantelé. En outre, le ministre des Finances, Jim Flaherty vient d'annoncer des coupures de 10 % (378 millions de dollars en trois ans) dans le budget de l'ACDI.

inégalitaire des fonds (seulement 11,2 % des fonds sont alloués au Québec). D'ailleurs, dans un communiqué publié en avril dernier, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) dénonçait vertement ces coupures. Elle rappelait qu'en ne dépassant pas 0,3 % de son produit intérieur brut (PIB) en aide au développement, le Canada s'éloigne sans cesse de l'objectif de 0,7 % de l'Organisation des Nations Unies (ONU), tel que voté par l'Assemblée générale en 1970. Malgré ce constat, la ministre Oda refuse toujours de s'expliquer à l'AQOCI, un acteur pourtant incontournable dans l'aide internationale.

Difficile de croire que quiconque puisse profiter de cette hécatombe en matière de coopération internationale. Pourtant, certains se réjouissent d'un changement de cap. En effet, malgré la période de disette, l'ACDI entreprend de nombreuses collaborations avec des sociétés minières. Grâce à un subterfuge astucieux, des compagnies déjà milliardaires (IAMGOLD, Barrick Gold, Rio Tinto Alcan, Lundin) obtiennent des subventions indirectes – par l'entremise de fondations – pour développer des projets de coopération dans les pays où elles sont actives.

Qu'elles le fassent au nom de la coopération internationale tient de l'indécence et du délire. Rappelons qu'il s'agit, pour plusieurs, des mêmes acteurs que ceux dénoncés en 2008 par Alain Deneault dans son ouvrage *Noir Canada* (maintenant mis à « l'index néolibéral »). Loin de représenter des modèles en matière de développement humain, ces com-



Dans les régions où les compagnies minières canadiennes exploitent, on les accuse de détériorer l'environnement (en profitant de l'absence de législation des pays du Sud) et d'engendrer des conflits sociaux.

Sur le 6,7 millions de dollars versé aux trois projets pilotes associant des minières canadiennes à des organisations non gouvernementales (ONG), la plus grande part revient à un projet de Plan Canada et IAMGOLD, au Burkina Faso.

PHOTO : OLIVIER ASSELIN



panies possèdent une réputation de voyous. Dans les régions où elles exploitent, on les accuse de détériorer l'environnement (en profitant de l'absence de législation des pays du Sud) et d'engendrer des conflits sociaux. En 2009, un rapport de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs affirmait que « les sociétés canadiennes forment le groupe le plus significatif en ce qui concerne les incidents malheureux dans les pays en voie de développement ». Dans les Andes, Barrick Gold est accusé de manque de transparence, de corruption et de non-respect des règles environnementales. En Tanzanie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, on accuse des employés de Barrick Gold d'être responsables de plusieurs agressions sexuelles, agressions et meurtres. En somme, les accusations à l'endroit des minières canadiennes fusent de toutes parts : Corp Watch, RepRisk, Amnistie internationale, Mines Alert Canada, Human Rights Watch.

Pourquoi financer de telles sociétés? Officiellement, l'objectif désiré par les sociétés minières serait, semble-t-il, de redorer leur image. Pour ce faire, des organisations internationales comme Vision mondiale s'associent aux minières, permettant de donner plus de crédibilité aux divers projets déposés. C'est ce mariage d'intérêt qui permet l'obtention des généreuses subventions. À ce titre, l'ACDI a déjà annoncé des investissements de plus de 30 millions de dollars dans des projets avec des sociétés minières. Sur le plan éthique, n'est-il pas complètement inadmissible que de telles compagnies profitent de fonds publics pour développer leurs projets?

Ces dernières semaines, le dossier de l'achat d'une flotte de 65 appareils F-35 par l'armée canadienne (au coût probable de 25 milliards de dollars, selon le vérificateur général) occupe un espace médiatique central. C'est tant mieux, car ce scandale dévoile l'irrespect des institutions démocratiques de la part des conservateurs. Il dévoile également l'asymétrie des coupures dans les programmes fédéraux et le caractère belliqueux du gouvernement Harper. Mais pour

Les minières canadiennes représentent 43 % des investissements en prospection minière dans le monde.

(Ressources Naturelles Canada, 2008)

illustrer la chose, d'autres dossiers mériteraient une aussi grande médiatisation. C'est justement le cas des nouvelles orientations du gouvernement en matière de coopération internationale. Elles causent préjudice à des organisations expérimentées ayant développé des expertises et des réseaux à la grandeur de la planète. Mais surtout, elles provoquent un tort irréparable à la réputation (autrefois modèle) du Canada à l'international.

Contribuez à une plus grande imputabilité des compagnies minières en manifestant votre appui au projet de loi C-323 visant à « modifier la Loi sur les Cours fédérales pour la promotion et la protection des droits de la personne à l'échelle internationale ». Pétition en ligne : www.change.org/petitions/appel-au-soutien-du-projet-de-loi-c323



Sur la colline parlementaire, des groupes religieux opposés à l'avortement, manifestent leur contentement à la position du gouvernement Harper dans ce dossier.

CONSERVATISME RELIGIEUX

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE VISÉE

Du gouvernement Harper, on voit surtout se déployer le conservatisme fiscal, son appui indéfectible aux entreprises et au patronat, ses initiatives pour réduire le plus possible la place et le rôle de l'État dans la société canadienne. Mais il y a aussi, auprès du premier ministre, à l'intérieur de son caucus, dans son parti et autour de lui, un important courant qui est voué à la réalisation d'un ambitieux programme de conservatisme moral et religieux.



Luc Dufresne

Cette droite religieuse, prolongement au Canada de certaines organisations évangéliques américaines, ne se manifeste généralement pas de façon trop ostentatoire afin d'éviter de susciter des résistances dans l'électorat, mais elle n'en poursuit pas moins un travail incessant de lobbying auprès du gouvernement. C'est elle qu'on retrouve derrière ces motions qui sont régulièrement présentées à la Chambre des communes par des députés conservateurs et qui visent à ramener indirectement le débat sur l'accès à l'avortement.

Mais son influence se fait aussi sentir dans la politique étrangère du gouvernement Harper et dans ses orientations en matière d'aide à l'étranger, surtout depuis que les conservateurs sont devenus majoritaires à la Chambre des communes. Étant donné le désintérêt relatif des Canadiens pour la politique étrangère, il y a là un champ

fertile pour faire prévaloir un programme religieux sans risquer de faire trop de vagues.

Dès 2006, à l'occasion du sommet de Muskoka¹, le penchant évangélique des conservateurs s'était affiché. Le gouvernement Harper annonçait alors que dans le cadre d'un plan d'aide des pays du G8 pour la santé des mères dans les pays en développement, le Canada, contrairement aux États-Unis, refuserait de subventionner des programmes qui couvriraient l'avortement. Le gouvernement avait même envisagé de refuser son aide à toute forme de contraception avant de faire marche arrière.

Mais là où on a vu le plus clairement l'influence évangélique, c'est dans l'appui total et inconditionnel du gouvernement Harper aux politiques du gouvernement d'Israël même quand ces politiques vont manifestement à l'encontre des lois internationales auxquelles le Canada a pourtant souscrit.

En Amérique du Nord, le soutien sans réserve aux politiques expansionnistes d'Israël est moins le fait des communautés juives que celle des sionistes chrétiens. En effet, dans la vulgate évangélique, le rétablissement du royaume de Dieu dans ce qu'on nomme parfois le « Grand Israël » est un préalable au retour du Messie qui devrait être suivi de l'âge de l'Apocalypse. On comprend mieux dans ce contexte pourquoi, en 2009, le député conservateur Jeff Watson affirmait lors d'un discours : « La création de l'État d'Israël remplit la promesse de Dieu annoncée dans le Deutéronome de rassembler le peuple juif de tous les coins du monde ». Il révélait ainsi l'inspiration religieuse qui se trouve derrière l'appui indéfectible des conservateurs aux ultras israéliens.

¹ C'est lors de ce Sommet du G-8 que le Canada et ses partenaires du G-8 ont lancé l'Initiative de Muskoka sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

Le soutien du gouvernement aux organisations et mouvements religieux est cependant sélectif. À leurs yeux, il y a manifestement les « bons » et les « mauvais » chrétiens. C'est apparemment à ces derniers qu'appartient Développement et paix, une organisation catholique, mais qui a la réputation d'être « progressiste » parce qu'elle se préoccupe d'abord de justice sociale, de lutte à la pauvreté et aux inégalités, et des droits des femmes. Sa subvention de l'Agence canadienne de développement internationale a été amputée de 65 % passant de 44 millions à 14 millions pour les cinq prochaines années. Toutes les organisations réputées « progressistes », d'inspirations religieuses ou pas ont subi le même sort.



Stephen Harper

Pour avoir la bénédiction des conservateurs, il faut, de préférence, pratiquer le prosélytisme moral et religieux. Plus de la moitié des agences responsables de l'aide d'urgence canadienne, soit 15 sur 28, font désormais la promotion d'une religion, indique une analyse effectuée par le chercheur François Audet, de l'Université de Montréal. Par exemple,

Étant donné le désintérêt relatif des Canadiens pour la politique étrangère, il y a là un champ fertile pour faire prévaloir un programme religieux sans risquer de faire trop de vagues.

l'organisation américaine Wycliffe Bible Translators, basée à Calgary, recevra un financement de l'ACDI de près d'un demi-million de dollars.

Les conservateurs ne cachent pas leur volonté de changer de façon durable la culture politique canadienne pour l'imprégner de conservatisme économique et social. S'ils l'affichent moins, ils ont aussi un programme pour y instiller un conservatisme moral et religieux dont la politique étrangère et l'aide à l'étranger sont, pour le moment, parmi les principales cibles.

Pour en savoir plus sur l'influence des groupes évangélistes dans la politique fédérale : Recherchez le reportage À la droite d'Harper de Brigitte Bureau, de l'émission Enquête paru à Radio-Canada. (Disponible en ligne)

Plus de la moitié des agences responsables de l'aide d'urgence canadienne, soit 15 sur 28, font désormais la promotion d'une religion, indique une analyse effectuée par le chercheur François Audet, de l'Université de Montréal.

LE CS/TR REMPORTE LE PRIX PARI POUR L'ÉGALITÉ 2012

Le réseau Mauriciennes d'influence a récemment remis le Prix Pari pour l'Égalité 2012 au CS/TR, ex-aequo avec l'organisme COMSEP. Ce prix souligne publiquement les initiatives prises par un organisme visant à accroître la participation des femmes à la vie collective et à prendre en compte leurs besoins et intérêts. Annie Lafontaine, accompagnée de Nicole Philippe du CA du CS/TR, a pris la parole à l'occasion au nom du CS/TR et de son Comité Femmes et Développement. Des efforts qui ont porté fruit, bravo!



L'ARGENT QUI CHANGE LE MONDE



Jean-Marc Lord

jean.marc.lord@cs3r.org
(819) 373-2598 poste 317

Pour réaliser sa mission de construire un monde plus juste, plus démocratique et moins militarisé, le CS/TR doit faire preuve de créativité et de persévérance. L'argent ne tombe pas du ciel, et cette ambition collective de « changer le monde » doit pouvoir s'appuyer sur des moyens et des capacités bien réelles. Bien sûr, nous ne pourrions rien accomplir sans la volonté, les convictions et l'énergie de nos militants, mais chaque dollar que nous recueillons dans la communauté nous rend aussi plus indépendants, et renforce notre mission et notre détermination.

Vous le verrez à la lecture de ces deux pages, les activités de financement du CS/TR sont variées. Mais si vous avez des idées ou des suggestions pour augmenter le financement de la mission du CS/TR, nous serons toujours heureux de les entendre. N'hésitez pas à prendre contact avec moi pour en discuter.

UN REPAS AU PALADAR POUR FINANCER LE CS/TR

Si vous prévoyez une sortie au restaurant, pourquoi ne pas opter pour le Café-Bistro Le Paladar (spécialités cubaines)? Tous les mercredis soir, pour chaque table d'hôte vendue à prix régulier, Le Paladar versera 3 \$ au CS/TR afin d'aider au financement de projets humanitaires à Cuba.

Le Paladar : 1260, rue Notre-Dame Centre   Trois-Rivières - Information : www.lepaladar.net - (819) 694-9997



LA LOTERIE SOLIDAIRE – C'EST PARTI!

Les 175 billets de la Loterie solidaire 2012 ont été vendus et le premier des neuf (9) tirages s'est déroulé le 19 avril à midi dans les locaux du CS/TR. La Loterie solidaire a maintenant 20 ans et constitue une des principales sources de financement autonome du CS/TR. Avec 175 billets vendus cette année, le bénéfice net du CS/TR est de 10 675 \$. La Loterie solidaire 2012 offre 9 tirages, dont 7 de 1025 \$ et deux de 1750 \$.

Nous vous rappelons que les tirages ont lieu habituellement vers la troisième semaine de chaque mois (pas de tirage en juillet)   midi et qu'il vous est toujours possible d'y assister.

Toutes les informations relatives à la Loterie solidaire, les dates des tirages, de même que les noms des gagnants et gagnantes sont disponibles sur le site Internet du CS/TR   l'adresse : www.cs3r.org sous l'onglet « EN-GAGEZ-VOUS ».



Ginette Houle, secrétaire-réceptionniste au CS/TR, remettant un chèque de 1025 \$ à monsieur André Juneau qui a gagné ce prix avec madame Colette Beaudoin (billet n  18) lors du premier tirage de la Loterie solidaire 2012, le 19 avril.

GAGNEZ 50 \$ OU PLUS!

Nous sommes déjà à organiser la prochaine Loterie solidaire (2013) et il nous faut dès maintenant pouvoir compter sur un solide réseau de vendeurs et de vendeuses de billets. Nos vendeurs et vendeuses reçoivent 50 \$ pour chaque tranche de 5 billets vendus et courent également la chance de gagner un autre 50 \$ lors des tirages spéciaux qui ont lieu à chaque tirage régulier de la Loterie solidaire.

Si le défi vous intéresse, contactez-moi dès maintenant!

CAMPAGNE ANNUELLE DE FINANCEMENT DES SUCCÈS... MAIS AUSSI DES OBJECTIFS AMBITIEUX!

Merci mille fois à toutes celles et à tous ceux qui ont contribué généreusement à notre campagne annuelle de collecte de fonds 2011-2012. La campagne a connu un bon succès cette année en enregistrant une augmentation du montant des dons de 18 %.

Nous avons en effet recueilli 11 364 \$ comparativement à 9 595 \$ en 2010-2011. Le nombre de donateurs est également en hausse étant passé de 164 à 181 cette année. Les dons individuels réalisés cette année vont de 5 \$ à 1000 \$ avec une moyenne de 64 \$. Des efforts soutenus devront être consentis au cours des prochains mois pour continuer d'améliorer constamment ces résultats et assurer une meilleure stabilité au CS/TR.

RÉSULTATS
2011-2012
181 donateurs
11 364 \$
MERCI!

Nos objectifs à court et moyen termes prévoient déjà qu'il faudra aller chercher 200 donateurs pour la prochaine campagne de financement et atteindre des taux d'augmentation des dons de l'ordre d'environ 15 % par année au cours des 3 années à venir.

UN DON... POUR CHANGER LE MONDE!

*Les dons faits au
CS/TR peuvent
donner droit à une
déduction d'impôt
jusqu'à 50 % du don.*

Faites un don en ligne à :
www.cs3r.org

Ou par chèque à l'ordre de :
CSTM - Fonds de charité
942, rue Ste-Geneviève
Trois-Rivières (Québec)
G9A 3X6

DON PLANIFIÉ LAISSEZ VOS VALEURS EN HÉRITAGE

De plus en plus de gens inscrivent dans leur testament qu'ils souhaitent à leur décès faire un don à un ou à plusieurs organismes de leur choix. Pour ces personnes, le don planifié est une façon originale et efficace de léguer leurs valeurs en héritage à la société et de donner un dernier coup de pouce à une cause qui leur est chère.

LE DON PLANIFIÉ PEUT PRENDRE PLUSIEURS FORMES :

- Legs testamentaire d'un montant fixe;
- Legs d'un % du résidu de succession;
- Legs d'une police d'assurance-vie;
- Legs d'actions de sociétés;
- Constitution d'un fonds de dotation dont les revenus d'intérêts bénéficient au CS/TR;
- Don mensuel au CS/TR;
- Etc.

Le CS/TR est actuellement en train de finaliser les démarches visant à rendre opérationnel, au cours des mois à venir, un programme de dons planifiés au bénéfice de l'organisation et de sa mission.

Si vous souhaitez en savoir plus sur les possibilités de faire un don planifié au CS/TR, n'hésitez pas à en parler à votre professionnel (courtier en valeurs mobilières ou en assurance-vie) ou avec Jean-Marc Lord au 819-373-2598 poste 317 (jean.marc.lord@cs3r.org).

LES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES AUGMENTENT DE 6 %

Alors que les investissements à caractère social diminuent presque partout sur la planète, les dépenses militaires mondiales ont de leur côté continué leur progression pour atteindre 1730 milliards \$ en 2011. Il s'agit donc d'une augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente selon les données fournies par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). Au Canada, les dépenses militaires étaient en 2011 de 24,5 milliards \$. Depuis 2005-2006, soit depuis l'élection des conservateurs, le budget militaire canadien a augmenté de 53 %.

...MAIS L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DIMINUE



Ce sont les pays les plus pauvres de la planète qui souffrent de l'augmentation des budgets militaires. En effet, l'OCDE nous apprenait en avril dernier que les montants consacrés en aide publique au développement (APD) par les pays riches avaient baissé de 3 % en 2011, s'établissant à 133 milliards \$. Au Canada, le budget de l'APD a diminué de 5 % en 2011 par rapport à l'année précédente.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.StopponsLesDepensesMilitaires.com
www.sipri.org
www.oecd.org

ILS ONT DIT...

« Si vous n'êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les personnes opprimées et à vous faire aimer ceux qui les oppriment. »

Malcolm X



ÉLIMINER LA PAUVRETÉ, C'EST POSSIBLE!



En récupérant chaque année un cinquième des dépenses militaires mondiales, cela permettrait non seulement d'éradiquer la pauvreté extrême et la famine, mais aussi de rendre l'éducation primaire accessible à tous les enfants du monde, d'offrir des soins de santé de base, de viser l'égalité entre les hommes et les femmes, et d'initier des pratiques environnementales durables, concrétisant ainsi les objectifs de développement du millénaire (ODM) de l'ONU.

Source : International Peace Bureau – <http://ipb.org>

RIO +20 EN JUIN 2012

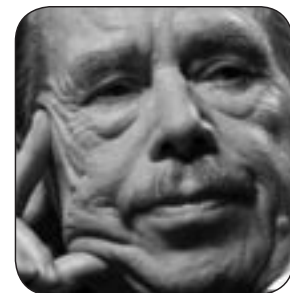
Vingt ans après le Sommet de la Terre de Rio en 1992, le Brésil sera l'hôte de **Rio +20** du 20 au 22 juin 2012. Cette conférence internationale organisée par l'ONU permettra de se pencher sur plusieurs thématiques, mais principalement sur le développement durable et l'élimination de la pauvreté.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.adequations.org
www.ecobase21.net
www.uncsd2012.org

« Il n'y aura jamais de paradis sur Terre [...], mais un homme doit se battre pour ses convictions. La pire chose est de dire que rien ne peut être changé et d'arrêter la lutte. »

Vaclav Havel



POUR DES ACTIONS DURABLES AU MALI

Augmenter la sécurité alimentaire et améliorer la santé nutritionnelle dans plusieurs zones rurales du Mali, tel est le mandat que le CS/TR, en partenariat avec le Fonds du secteur volontaire de l'ACDI et coordonné par ses partenaires de l'ONG malienne Kilabo, entreprend depuis maintenant 3 ans.



Annie Lafontaine

« Le projet se terminera en septembre prochain et les résultats sont encourageants », affirme Sylvain Pinet, responsable du projet au CS/TR. « Les différents comités de gestion des infrastructures financées en sont maintenant à la phase de la prise en charge », renchérit-il.

Le projet de « sécurité alimentaire et de communication participative » aura permis de renforcer les actions et les capacités productives de 11 villages de la commune d'Ouéléssébougou, au Mali, réunies au sein de l'association paysanne Horonya.

QUELQUES ACTIONS CONCRÈTES

Hydraulique villageoise : Des puits creusés ont facilité la consommation de l'eau et diminué les risques à la consommation d'eau contaminée et par le fait même réduit de façon considérable les maladies dues à l'eau : les diarrhées, les dysenteries et les maux de ventre.

Réalisation des périmètres maraîchers irrigués : Cette activité a permis aux femmes de la Commune d'Ouéléssébougou de ne plus demander comment et quelles activités faire pour subvenir à leurs besoins. Les revenus désormais générés par les femmes dans les parcelles maraîchères permettront non seulement de vêtir les enfants, mais aussi d'assurer leurs frais sanitaires et nutritionnels.

Santé nutritionnelle : Cette partie du projet a permis de lutter contre les maladies liées à la malnutrition à travers la consommation du Moringa oleifera, une plante vivrière dont les analyses nutritionnelles démontrent que ses feuilles sont plus riches en vitamines, minéraux et protéines que la plupart des légumes. Pour se faire, des bosquets de Moringa oleifera ainsi qu'une salle multifonctionnelle ont été mis sur place.

Renforcement de capacité : Ce volet a permis l'émergence d'une fédération paysanne forte dans la zone d'Ouéléssébougou et d'une association des femmes (Maman lumière) à travers tout le pays grâce à l'intervention du CS/TR.

ENSEMBLE DEVANT L'INCERTITUDE

Actuellement, beaucoup d'incertitudes planent face à la possibilité d'obtenir des fonds pour la mise en œuvre d'une deuxième phase du projet, qui permettrait d'appuyer des initiatives génératrices de revenus pour les femmes de cette zone. « Le développement durable ne saurait être atteint par la mise en œuvre d'un seul projet, il se fait dans le temps avec plusieurs volets ou secteurs. » affirme Zan Zoumbia de l'organisme Kilabo. « Arrêter les actions maintenant, c'est compromettre les acquis alors que ces acquis ont besoin d'être suivis et consolidés. Nous demandons aux gouvernements de soutenir nos partenaires du CS/TR pour que nos populations puissent continuer leur développement. »

Bien que le coup d'État du 22 mars dernier au Mali n'ait pas affecté le déroulement des activités dans les villages ciblés, l'instabilité politique pourrait perturber, à plus long terme, la population malienne. Sans la solidarité et l'aide internationale, les populations fragilisées par l'augmentation de la pauvreté et la vulnérabilité environnementale et politique ne peuvent pas, à elles seules, surmonter les défis qui se dressent devant eux.



DU MALI À TROIS-RIVIÈRES

DEUX PARTENAIRES DU CS/TR COMME STAGIAIRES RÉCIPROCITÉS



De gauche à droite, Mamoutou Dembélé de l'AMPJ et Zan Doumbia de Kilabo lors de leur récent séjour au Québec.

C'est dans une perspective d'échange et de découverte que Zan Doumbia et Mamoutou Dembélé nous livrent un résumé de leur expérience de stage de deux mois, dans le milieu communautaire de Trois-Rivières.

ZAN DOUMBIA DE L'ORGANISME KILABO

En bambara, langue du mali, Kilabo signifie « aide désintéressée » ou « solidarité de voisinage », en référence à l'entraide qui constitue l'une des valeurs fondamentales de la société malienne. Basée à Bamako, elle œuvre dans le développement des communautés rurales et périurbaines à travers le Mali.

« Ce stage au Québec au compte du Comité de Solidarité/Trois-Rivières fut une expérience exceptionnelle à plusieurs niveaux dans ma vie. Sur le plan interculturel, il m'a permis de comprendre et de découvrir certaines valeurs sociétales du Québec en vivant une réalité quotidienne différente de la mienne. J'y ai compris l'importance de la différence culturelle et j'y ai découvert le savoir-faire et la créativité des Québécois.

Pendant ces deux mois, j'ai compris l'hospitalité et la générosité des Québécois. Partout, j'ai été accueilli avec enthousiasme et courtoisie. Dès mon arrivée à Montréal, sous un changement de température de 38 degrés Celsius à -8 degrés Celsius, Sylvain du CS/TR m'attendait avec des manteaux chauds. Ma famille d'accueil a toujours été attentionnée par rapport à ma nourriture et à la logistique de transport, c'est d'ailleurs l'occasion pour moi de leur exprimer toute ma gratitude.

J'ai également pu découvrir le paysage du Québec et comprendre l'attachement des Québécois à la préservation de la nature (la faune, la flore et les cours d'eau). J'y ai vu les plus beaux aménagements et infrastructures touristiques,

sportifs et de loisirs pour saisir le rôle de ce secteur dans le développement du pays et l'épanouissement de la population.

À travers les formations, les échanges et les rencontres féconds que j'ai eu avec les agents du CS/TR et le peuple du Québec, je peux affirmer que sur le plan professionnel ce stage me permettra de bien gérer mes projets et entreprises et d'améliorer ma façon de faire dans l'accompagnement de la population rurale au Mali. »

MAMOUTOU DEMBÉLÉ DE L'ASSOCIATION MALIENNE POUR LA PROMOTION DES JEUNES (AMPJ)

L'AMPJ travaille depuis plus de 20 ans avec différents partenaires maliens au sein de régions isolées du Mali. Elle suscite l'épanouissement des communautés, en particulier des couches défavorisées, par l'accompagnement d'initiatives locales de développement.

« Je me suis senti bien partout où j'ai été au Québec. Les activités d'animation dans les écoles m'ont permis de comprendre mieux à quel point il est important de partager ou de parler d'autres cultures aux enfants. J'ai aussi pu observer le fonctionnement d'organismes comme notre partenaire, le CS/TR et COMSEP organisme d'éducation populaire. Mon séjour au Québec fut une belle expérience qui m'a permis de mieux connaître la société québécoise dans sa dimension multiculturelle et de me familiariser avec sa culture.

Un dernier mot, je remercie le CS/TR, la région de la Mauricie et tous les autres partenaires pour leur attachement à la solidarité internationale. »

LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE AU MALI

RÉFLEXIONS DE ZAN DOUMBIA ET MAMOUTOU DEMBÉLÉ

L'annonce du coup d'État militaire au Mali contre le régime du président malien, Amadou Toumani Touré par le Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État (CNDRE) a surpris la communauté internationale et plongé le peuple malien dans l'incompréhension et la tristesse.

Annoncé par des militaires dans la nuit du 21 au 22 mars dernier, à un mois et demi des élections présidentielles, le coup d'État met fin à un long processus démocratique entamé il y a plus de deux décennies. Depuis les derniers mois, l'instabilité politique était alarmante au Mali puis-que les militaires ont ensuite fait face à une rébellion armée dans la partie nord du pays comprenant des rebelles touaregs du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNL) ainsi que de la part de groupes islamistes, dont le mouvement salafiste, Ançar dine.

Zan Doumbia et Mamoutou Dembélé, stagiaires maliens au CS/TR, ont bien accepté de partager avec nous leurs réflexions sur ces événements à partir du Québec.

« Le vaillant peuple d'histoire et de tradition vient de connaître la plus grande indignation de son histoire à travers le récent coup d'État militaire et l'invasion du nord du Mali par les rebelles et les islamistes. Quand j'ai appris la nouvelle étant au Québec, j'ai été vraiment déçu. Déçu par le président sortant qui n'a pas su prévenir la crise au profit de ses intérêts politiques, déçu également parce que le Mali vient de perdre la place qu'il a occupée pendant plus d'une décennie. Déçu parce que les républiques bananières n'ont plus de place dans ce siècle nouveau. Enfin, déçu parce que je préfère encore une mauvaise démocratie qu'un régime militaire avec les corollaires, la tyrannie, la privation de certaines libertés, de la gabegie et de la délinquance financière. »

Zan DOUMBIA

« La situation que vivent les Maliens est le résultat de la mauvaise gestion des affaires de l'État. Aujourd'hui, nous vivons tous dans la tristesse. Les Maliens se sont battus en 1991 pour accéder à la démocratie, mais depuis quelques années, les politiciens ont transformé cette démocratie en calvaire au détriment du peuple malien. Il est à reconnaître que depuis deux ans, la tension monte au sein de la population due au fait que le gouvernement était indifférent à la souffrance du peuple. Il y a eu un putsh le 22 mars, une possibilité qui était connue par tous les Maliens vivants au pays. Du point de vue personnel, ce n'était pas aux militaires de faire partir le président par la force, j'aurais préféré que ce soit par une action du peuple malien. Je demande au peuple malien de rester soudé pour affronter tout obstacle qui se met ou qui se mettra à travers de notre chemin pour bâtir un Mali nouveau et une vraie démocratie. J'aimerais aussi que les uns et les autres se rappellent de ce que disaient nos ancêtres, soit « l'intérêt du bien commun d'abord ».

Mamoutou DEMBÉLÉ



Agence
canadienne de
développement
international

LE POINT

13

COLLABORATION SPÉCIALE DU JOURNAL ALTERNATIVES
WWW.JOURNAL.ALTERNATIVES.CA

QUELLE JUSTICE POUR LES FEMMES AUTOCHTONES?

Une majorité de femmes autochtones au Québec et au Canada vivent des situations difficiles dans les réserves, mais aussi en milieu urbain. Les réductions budgétaires du gouvernement Harper inquiètent les organismes luttant contre les problèmes sociaux qui accablent ces femmes.

Marie-Anne Dayé

« L'année passée, le gouvernement [fédéral] a essayé de nous couper, mais on est revenues à la charge assez vite. Par contre, on nous a dit que cette année ça allait passer », explique Michèle Taïna Audette, présidente de Femmes autochtones du Québec (FAQ), une organisation qui représente les femmes des Premières Nations du Québec ainsi que les femmes autochtones qui vivent en milieu urbain. Ce principal bailleur de fonds de l'organisation a annoncé des coupures de 45 % du budget alloué à FAQ en 2012. « S'ils coupent, les problèmes sociaux ne cesseront d'augmenter », ajoute-t-elle.

J'enseigne l'histoire aujourd'hui parce que ça m'a sortie de mes oppressions, de ma colère. Mais ce n'est pas les autres de la communauté qui me font vivre ça. C'est la Loi sur les Indiens. La journée où j'ai compris ça, je n'ai jamais arrêté d'enseigner l'histoire.

Deux des sept maisons d'hébergements pour femmes autochtones au Québec, soit Missinak à Québec et Native Women's Shelter à Montréal sont financées par le gouvernement provincial. Les cinq autres, par le gouvernement fédéral. La raison est simple; les deux premières sont situées dans des territoires non autochtones, les cinq autres dans les réserves qui sont la propriété du gouvernement fédéral. Ce sont ces maisons d'hébergement qui seront affectées par les réductions budgétaires.

Ces enveloppes sont essentielles à la survie de ces organisations qui luttent quotidiennement pour améliorer les

conditions de vie des femmes autochtones. Toutefois le gouvernement fédéral impose la plupart du temps un budget mal adapté aux besoins de ces femmes.

DES CONDITIONS SOCIALES ALARMANTES

Les problèmes sociaux qui affligent les Autochtones du Québec, et particulièrement les femmes, sont récurrents : violence, pauvreté, discrimination, dépendance, exclusion, surincarcération n'en sont que quelques-uns.

Selon des données de 2005 de Statistiques Canada, le revenu médian des femmes autochtones au Québec était de 16 800 \$ comparativement à 19 800 \$ pour les non-Autochtones. La présidente de FAQ précise que les femmes autochtones vivant dans les réserves ont un revenu plus bas par rapport à celles qui vivent en milieu urbain, soit 5 000 \$ de moins. Le Recensement de 2006 du Canada indiquait que près du quart des Autochtones étaient au chômage, soit plus du double des non-Autochtones.

La violence est un fléau dans plusieurs communautés. Environ 25 % des femmes autochtones ont été agressées par leurs conjoints au cours des cinq dernières années contre 8 % chez les femmes non autochtones. De plus, les femmes autochtones sont cinq fois plus à risque de mourir d'un acte violent que les non-Autochtones. Ces statistiques sont alarmantes.

Renée Brassard, professeure en service social, spécialisée en justice et Autochtones à l'Université Laval, déplore ces conditions de vie lamentables : « Les femmes sont surreprésentées dans le système pénal, elles sont fragilisées sur le plan socio-économique et elles sont violentées sur le plan conjugal. » Elle évoque l'expression *Too few to count*, qui signifie que peu d'attention est accordée aux femmes autochtones dans la justice, car elles ne sont pas assez nombreuses. Avec toutes les lois et mesures gouvernementales canadiennes mises de l'avant, Mme Brassard n'hésite pas à affirmer qu'« on s'en va en ligne droite vers une faillite sociale. »

Le gouvernement fédéral impose la plupart du temps un budget mal adapté aux besoins des femmes autochtones.



PHOTO : PASCAL HUOT

IDENTITÉ DÉCHIRÉE

S'ajoute à cela une déchirure identitaire qui hante plusieurs femmes autochtones depuis longtemps. C'est le cas de Pénélope Guay, directrice générale de la maison d'hébergement Missinak, située à Québec. Elle et sa mère ont été forcées de quitter leur communauté, car sa mère s'est mariée avec un non-Autochtone. « Ça m'a fait vivre beaucoup de colère, de haine envers mon peuple parce que je ne comprenais pas pourquoi on vivait hors communauté alors que les autres vivaient à l'intérieur », confie-t-elle.

La maison Missinak, ouverte en 2010, accueille les femmes en état de détresse et de crise, qui sont victimes de violence ou qui ont besoin de se ressourcer en raison des conditions difficiles dans les communautés. Plusieurs ateliers visent à aider ces femmes, dont des cours d'histoire autochtone donnés par Mme Guay. « J'enseigne l'histoire aujourd'hui parce que ça m'a sortie de mes oppressions, de ma colère. Mais ce n'est pas les autres de la communauté qui me font vivre ça. C'est la Loi sur les Indiens. La journée où j'ai compris ça, je n'ai jamais arrêté d'enseigner l'histoire », affirme-t-elle.

LE LOURD PASSÉ DES AUTOCHTONES

(...) Les pensionnats, outil de colonisation qui visait à éduquer les Indiens pour les intégrer à la société canadienne, ont duré de 1874 jusqu'au milieu des années 1970, excepté un établissement qui a fermé ses portes en 1996. Le but avoué étant l'assimilation, ils sont encore une source de grand mal pour les Autochtones. Michèle Rouleau explique dans le livre *Paroles de femmes autochtones* que ce fut une expérience traumatisante pour ceux et celles qui l'ont vécue : « ils furent soumis à de mauvais traitements,

à la violence et aux agressions sexuels. Aujourd'hui, ils sont aux prises avec les séquelles de cette violence institutionnelle sur leur intégrité personnelle et culturelle. » (...)

« AVANT DE JUGER SON FRÈRE... »

Il y a encore du racisme et des préjugés à l'égard des Autochtones au Québec et au Canada. À titre d'exemple de nombreux non-Autochtones disent qu'ils profitent des privilèges comme l'exemption de taxes et d'impôts, mais ce n'est pas vrai pour tous les Autochtones, loin de là. En constatant tous les problèmes sociaux qu'ils subissent, il est difficile de dire qu'ils sont très « gâtés ». Ces « cadeaux » de l'État ne régleront jamais les problèmes de développement, de violence, de discrimination, etc. Aussi longtemps que la Loi sur les Indiens ne sera pas abrogée et que les droits ancestraux des terres ne leur seront pas accordés, les problèmes sociaux économiques et politiques persisteront. Pénélope Guay et Michèle Taïna Audette, toutes deux militantes pour la cause des femmes autochtones demeurent confiantes et continuent leur travail de sensibilisation.

En outre, les non-Autochtones ont également leur bout de chemin à faire selon Renée Brassard. « Je les invite à se rapprocher des Autochtones, à s'informer et à s'ouvrir pour rompre les préjugés », affirme-t-elle. Selon un proverbe autochtone, « avant de juger son frère, il faut avoir marché plusieurs lunes dans ses mocassins ».

PLUS : Pour lire l'entièreté de l'article, rendez-vous au www.cs3r.org

CONSOMMER DE FAÇON « POLITIQUEMENT RESPONSABLE »

DES VICTOIRES DE PLUS POUR LA CAMPAGNE BDS

Devant le drame inacceptable que vivent les Palestiniens depuis plusieurs décennies, les actions de plaidoyer au niveau international, tel le boycott des produits en provenance des territoires occupés, gagnent en popularité.

Comité Palestine

Citons notamment l'action récente de The Co-operative Group, cinquième grande chaîne de supermarchés britannique, ayant tout récemment mis fin à ses liens commerciaux avec des fournisseurs israéliens se procurant des produits en provenance des colonies illégales tels qu'Agrexco, Arava Export Growers, Adafresh et Mehadrin.

Dans le cadre de l'accord passé entre

Voilà pourquoi le gouvernement britannique s'assurait déjà, depuis 2009, que les distributeurs étiquettent clairement les produits coloniaux en les différenciant des produits palestiniens et des produits de l'intérieur de la Ligne verte. Le boycott de Co-op, demandant désormais des comptes aux sociétés complices des violations israéliennes des droits humains palestiniens, agit donc comme une nouvelle étape, première initiative en Angleterre, de l'avancement de la mise

tanniques en faveur d'un boycott, du désinvestissement et des sanctions contre Israël (BDS).

Les différents boycotts contre les produits israéliens existants ont fait chuter l'exportation de plusieurs produits dont les fruits observe le directeur de l'Organisation des Cultivateurs de Fruits d'Israël, Ila Eshel. Cette tendance générale, ayant pris de l'ampleur depuis l'offensive de Gaza, s'étend en Jordanie et dans plusieurs pays de la Scandinavie comme la Suède, la Norvège et le Danemark.

Selon le ministère des Affaires étrangères à Jérusalem, le boycott n'insufflerait qu'une atmosphère de confrontation qui augmente l'écart entre les parties impliquées et il serait plus prudent de chercher une approche plus positive à la résolution du conflit.

Rappelons toutefois que la campagne BDS, sortie en 2005 et appelée par plus de 170 organisations de la société civile palestinienne, est justement une réponse citoyenne et non-violente à l'impunité d'Israël sur ses politiques de colonisation, c'est-à-dire d'imposer l'apartheid par la force armée. L'objectif étant de veiller à ce qu'Israël respecte ses obligations relevant du droit international et que les Palestiniens retrouvent leur droit à l'autodétermination.



La grande chaîne britannique The Co-operative Group a tout récemment mis fin à ses liens commerciaux avec des fournisseurs israéliens se procurant des produits en provenance des colonies illégales.

l'Union européenne et l'Autorité Nationale Palestinienne en 1997, Israël ne devrait avoir aucun droit de certifier d'origine des produits issus des territoires occupés, de Cisjordanie comme de Gaza, puisque ces produits sont palestiniens et qu'ils ne peuvent donc être exportés que sous certificat palestinien.

en place complète de la politique d'une grande chaîne au soutien aux droits de l'homme et au commerce éthique.

Cette victoire a été menée grâce à l'appui de membres de Co-op impliqués dans la campagne sur le commerce agricole au Boycott Israel Network (BIN), après des années de campagnes menées par des organisations pro-palestiniennes bri-

PLUS : Pour vous mettre à jour dans la campagne BDS :
www.tadamon.ca (dans l'onglet campagne) / www.bdsfrance.org

Sources : www.bdsfrance.org / www.aaetz.com / Info-Palestine.net / www.ynetnews.com / www.AlterInfo.net

UNE EXPOSITION-CARICATURE ITINÉRANTE SUR LA DÉMILITARISATION

PARCE QUE LA PAIX EST UNE PRIORITÉ!

L'exposition-caricature « La Paix, une priorité », élaborée par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, est un outil d'éducation grand public qui s'inscrit dans le cadre de la campagne « StopponslesDépensesMilitaires.com ». Elle vise, entre autres, à demander au gouvernement en place d'investir davantage pour réduire la pauvreté et les inégalités plutôt que dans les dépenses militaires.

Comité démilitarisation

Illustrée par le caricaturiste Boris (Jacques Goldstyn), avec l'appui de plusieurs personnalités québécoises sur différents secteurs de la société : lutte à la pauvreté (Dr Julien), culture (Fred Pellerin), environnement (Laure Waridel), éducation (Gilles Vigneault), militarisme (Richard Séguin, Chloé Sainte-Marie et Joséphine Bacon), l'exposition souhaite sensibiliser la population à l'augmentation des dépenses militaires (53 % au Canada depuis 5 ans) par rapport à plusieurs secteurs souffrant de sous-financement.

L'exposition-caricature « La paix, une priorité » sera appelée à voyager à travers le Québec au cours des prochains mois dans plusieurs réseaux et lieux.

Celle-ci est composée de 8 bannières montées sur 4 structures portantes qui, une fois étirées, mesurent 7 pieds de haut par 2 pieds de large. Elle se monte et se transporte très facilement.

Pour réservation, contactez-nous : (819) 373-2598 poste 318 / communications@cs3r.org

STOPPONS LA MILITARISATION DU CANADA!

Dans la plupart des sociétés, on valorise la résolution des conflits par le dialogue et le compromis. Pourtant, le gouvernement canadien préconise de plus en plus une approche axée sur l'augmentation des dépenses militaires et l'intervention armée pour imposer des solutions par la force (Afghanistan et Libye, par exemple).

LE CANADA ET LE MONDE SE MILITARISENT...

De 2006 à 2011, le budget militaire canadien a augmenté de 53 %, passant de 16 à 24,5 milliards \$. Dans le monde, c'est une somme colossale d'environ 1 700 milliards \$ (US) qui est engloutie chaque année dans les dépenses militaires.

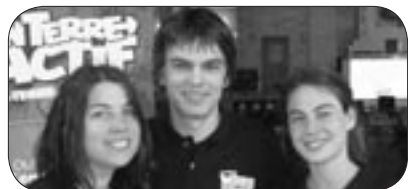
...AU DÉTRIMENT DE LA POPULATION

En privilégiant la guerre et les dépenses militaires plutôt que les missions de paix, le Canada mine sa crédibilité internationale et néglige d'autres priorités comme la santé, l'éducation, la lutte à la pauvreté, l'emploi, l'environnement, la culture et la coopération internationale.



LE RÉSEAU-IN-TERRE-ACTIF

UNE PLATEFORME DYNAMIQUE POUR S'OUVRIER SUR LE MONDE!



Le Réseau In-Terre-Actif est le secteur jeunesse du Comité de Solidarité/Trois-Rivières qui vise l'éducation citoyenne et l'engagement des jeunes. Pour ce faire, il offre aux intervenants scolaires du primaire et du secondaire du matériel pédagogique adapté, des animations scolaires et des campagnes de solidarité portant sur des thématiques liées à l'exercice de la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Par son travail de sensibilisation et de projets solidaires, le réseau In-Terre-Actif est une belle base pour des jeunes de mon école. Comme animateur de vie spirituelle et d'engagement communautaire, j'y puise comme une source de fraîcheur, d'ouverture au monde et de luttes solidaires pour un monde meilleur. Oui, vive ce réseau que je suggère à tous les amis de la planète.

- Marc Dion, Animateur de vie spirituelle et d'engagement communautaire, École secondaire Jean-Nicolet

Au cours de l'année, le Réseau In-Terre-Actif a poursuivi son travail d'éducation citoyenne au sein des écoles primaires et secondaires de la francophonie. Il a été particulièrement présent dans les écoles de la Mauricie et du Centre-du-Québec, mais il a aussi créé ou renforcé des liens avec d'autres organisations telles que le mouvement

L'équipe RITA

Anick Michaud, Richard Grenier et Sarah Bourdages

des Écoles vertes Brundtland (EVB). Le Réseau In-Terre-Actif a également travaillé pour améliorer son ancrage régional et élargir son bassin de collaborateurs enseignants, à la fois dans les écoles primaires et secondaires.

LES RÉALISATIONS DU RITA POUR 2011-2012 :

• Organisation et animation du grand rassemblement jeunesse Change ton monde, une œuvre à la fois sur le thème de l'art engagé (en collaboration avec Forum Jeunesse Mauricie et la section des arts de l'UQTR) auquel ont partici-

- Finalisation des projets portant sur les droits des enfants (incluant l'élaboration et la diffusion d'une affiche pédagogique, d'une exposition-photos, d'une animation scolaire, de deux trousseaux virtuelles sur le Web et de deux outils pédagogiques papier sur le sujet pour le milieu scolaire);
- Participation à une école d'été pour les pédagogues leaders en éducation au développement durable organisée par l'Université Laval;
- Lancement d'un projet de brigades écologiques pour la réduction des émissions de GES dans les écoles primaires et secondaires du Centre-du-Québec (élaboration d'un album et d'une affiche pédagogiques, d'un guide de l'enseignant(e), d'une expo-photos);
- Actualisation et réimpression d'un album pédagogique sur le commerce équitable;
- Réalisation de correspondance entre une école primaire québécoise (Gentilly) et les enfants du camp de réfugiés palestiniens de Chatila (Beyrouth, Liban);
- Collecte de vélos en collaboration avec l'organisme Cyclo Nord-Sud.
- Diversification des personnes-ressources dans plusieurs écoles secondaires de la région, notamment au niveau des enseignant(e)s au primaire et des enseignant(e)s en arts au secondaire.

QUELQUES STATISTIQUES

- Six cent quinze (615) intervenants scolaires se sont inscrits au Réseau In-

Terre-Actif durant l'année scolaire 2011-2012;

- Plus de 2 200 intervenants scolaires reçoivent notre bulletin électronique mensuel, ce qui correspond à une hausse de 10 % par rapport à l'année 2010-2011;
- Près de 83 animations scolaires ont été effectuées entre avril 2011 et mars 2012;
- Mille cent cinquante (1 150) élèves de la commission scolaire La Riveraine et six cents (600) élèves de la commission scolaire Chemin-du-Roy ont participé à un concours inspiré

Pour être conscientisé ou sensibilisé, il faut voir, toucher, expérimenter ou ressentir. Ensuite, la transformation s'amorce! C'est ce que le Réseau In-Terre-Actif nous aide à faire vivre aux jeunes.

- Katia Cournoyer, Service d'animation à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire, Commission scolaire de l'Énergie

du jeu « Génies en herbe » et dont les questions proviennent de l'album pédagogique sur les droits des enfants;

- Douze (12) écoles ont pris part aux campagnes de solidarité que nous menons, soit 9 écoles en ce qui concerne la campagne de construction de puits au Mali et 3 écoles concernant le reboisement dans le nord-est d'Haïti. Rappelons que ces campagnes sont en lien avec nos partenaires internationaux et nos projets de coopération;
- Participation à 6 congrès du monde de l'éducation : Congrès annuel des directions scolaires du Nouveau-Brunswick, sessions régionales (Centre-du-Québec et Québec) des Écoles vertes Brundtland, Colloque AQPERE (Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement), EVB, Congrès annuel de la section canadienne francophone d'Amnistie internationale et Congrès de l'Association québécoise des enseignant(e)s du primaire (AQEP).

À VENIR :

- Participation au congrès de l'Association professionnelle des animatrices et animateurs de vie spirituelle et d'engagement communautaire du Québec (APAVECQ) et de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF).



Animation sur les droits humains par Anick Michaud du RITA.



Rassemblement jeunesse Change ton monde, une œuvre à la fois sur le thème de l'art engagé.

ENTRETIEN AVEC
RICCARDO PETRELLA

RENDRE LA PAUVRETÉ ILLÉGALE



Le 16 avril dernier, Riccardo Petrella, politicologue et économiste italien émérite, était de passage dans les locaux du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Il a généreusement accepté de s'entretenir avec nous au sujet de la nécessité de rendre la pauvreté illégale. Ce texte présente de façon sommaire les réponses de Petrella à nos questions.

Daniel Landry

M. Petrella, pourquoi l'augmentation de la pauvreté est-elle plus préoccupante aujourd'hui qu'à n'importe quelle autre époque de l'histoire?

Le système actuellement dominant réussit à faire croire aux gens que la pauvreté représente un fait naturel, un fait inévitable. Il nous convainc que des gens sont inaptes à développer des compétences, à être innovateurs. Dans l'économie capitaliste, ton péché, c'est d'être incapable de devenir riche. Pourtant, personne ne naît pauvre, on le devient. Chaque fois qu'un enfant naît, il est entouré de richesse. Mais on devient pauvre en raison des conditions de vie autour de nous.

La lutte pour éliminer la pauvreté est donc une lutte contre ce qui alimente les richesses inégales. L'appauvrissement est l'autre côté de la médaille de l'enrichissement. Ces processus inégaux et prédateurs peuvent être combattus en affirmant la valeur des biens communs qui font la richesse collective. C'est autrefois qu'on parlait de bien commun. Aujourd'hui, on affirme que la richesse n'est qu'individuelle.

Il faut bien s'entendre, la bataille contre la pauvreté, ce n'est pas de donner du revenu aux gens. Il faut plutôt créer une richesse collective.

Comment expliquer cet acharnement des gouvernements, depuis les années 1980, à s'attaquer à l'État-providence?

Le système du Welfare signifiait de garantir la sécurité sociale aux citoyens. Cela signifiait des dépenses de l'État alimentées par le budget public. Mais dans un tel contexte, le taux de profit du capital baissait, ce qui est inacceptable d'un point de vue capitaliste.

On s'est alors dit qu'il fallait éliminer les taxes qui alimentaient les dépenses publiques, alors perçues comme parasitaires. L'attaque au Welfare est une véritable attaque aux sociétés justes. Le marché devient le véritable temple, là où on sacrifie des gens. Le pouvoir réside dans les marchés, et avec le marché, il n'y a de survie qu'aux plus forts.

Comment expliquer que les gouvernements progressistes fassent également des réformes de type néolibéral?

Les États-Unis imposent leur marche à suivre, sous l'influence de l'école de Chicago. Ce sont les dominants qui s'imposent, de façon impérialiste. Au Moyen Âge, il y avait les empereurs, mais aussi les vassaux. Ces derniers devenaient parfois plus impérialistes que l'empereur lui-même. C'est la même chose aujourd'hui. Felipe González, ancien homme politique espagnol de gauche, avait lui-même déclaré : « no hay alternativa al capitalismo; no hay economía sin capitalismo »¹.

L'impératif des gouvernements – même socialistes – est d'assurer la compétitivité des économies nationales. Cela mène à une diminution de taxes dans le but d'augmenter cette compétitivité.

1- Il n'y a pas d'alternatives au capitalisme. Il n'y a pas d'économie sans capitalisme.

Pourquoi qualifiez-vous les plans d'austérité (comme celui de la Grèce) de « rites sacrificiels » ?

Des problèmes sont créés, sans capacité de les résoudre. La seule solution est le « rite sacrificiel ». La guerre est le rite sacrificiel par excellence. Mais aujourd'hui, l'arme des groupes dominants, quand ils sont incapables de résoudre leurs problèmes, c'est la richesse. On attaque la richesse des plus faibles en les accusant d'être responsables des malheurs. Ainsi, les Européens accusent les Grecs d'avoir un salaire minimal de 210 euros par personne par semaine, pendant que Maurice Lévy [patron de Publicis en France] obtient un bonus de 16 millions d'euros. En somme, on assiste à l'incapacité des responsables de la crise à résoudre la crise.

Y a-t-il un lien entre ces « rites sacrificiels » et la marchandisation du monde (de l'eau, de l'éducation) que vous dénoncez depuis des années ?

L'échec total du système comporte une certaine mystification du cours de l'histoire. Kant disait qu'on donnait la valeur aux choses, mais la dignité aux êtres humains. Aujourd'hui, l'être humain est devenu une chose. Ce n'est plus la valeur d'usage qui a de l'importance, mais plutôt la valeur d'échange. Ainsi, la valeur de toute chose (et même des humains) passe par le marché.

Cette marchandisation des choses explique pourquoi la crise est une déperdition de l'être humain et de la planète. On peut faire disparaître des espèces si elles n'ont aucune valeur monétaire. L'idée du pollueur-payeur fonctionne en ce sens. On peut polluer si on peut payer. Mais dans les faits, cela ne répare rien, à l'instar des milliards de dollars versés par British Petroleum à la suite du désastre dans le golfe du Mexique.

Vous parlez de rendre « la pauvreté illégale ». Concrètement, comment nos gouvernements pourraient-ils appliquer une telle mesure ?

Si vous changez une ou deux lois, une ou deux institutions, une ou deux pratiques sociales, vous engendrez un processus menant à concevoir la pauvreté comme illégale. C'est comme pour l'esclavage. On a éliminé des lois, des institutions et des pratiques sociales qui faisaient croire aux gens que l'esclavage était légitime. Par exemple, aujourd'hui, nous pensons que la pauvreté a plus de chance de mener à la criminalité. Dans les faits, nous savons qu'il y a une cri-

minalité économique extraordinaire qui, elle, est acceptée. Par ailleurs, notre objectif est d'obtenir d'ici 2018 une résolution de l'ONU qui reconnaîtrait l'illégalité du mécanisme d'appauvrissement.

Selon vous, tout plan de lutte à la pauvreté ne passe-t-il pas d'abord par une profonde crise mondiale du système dominant actuel ?

Pour changer le monde, il faut éliminer le système actuel. En fait, ce système qui a mené à la déréglementation, à la financiarisation et à la marchandisation du monde est déjà mort. La majorité d'entre nous ne s'en rend pas compte, car on vit dedans. Nous craignons qu'un autre système ne nous donne pas tout ce qu'on possède. Et dans ce contexte, les dominants veulent maintenir la crise pour nous faire peur.

Pourtant, des millions de gens vivent déjà différemment (des coopératives, des entreprises). La seule chose qui empêche ces alternatives, ce sont les défenseurs de ce système – déjà mort – qui cherchent à faire mourir tout le monde avec lui.

PLUS : Retrouvez le contenu audio de cette entrevue au www.cs3r.org, dans l'onglet Nouvelles Brèves.



Riccardo Petrella lors de sa visite au Comité de Solidarité/ Trois-Rivières. De gauche à droite, Denis Labelle, Riccardo Petrella et Daniel Landry.

À LIRE

Destruction massive : Géopolitique de la faim, de Jean Ziegler (Seuil, 2012)

L'agriculture mondiale d'aujourd'hui pourrait nourrir 12 milliards d'êtres humains, soit près du double de la population mondiale. Et pourtant, un enfant de moins de dix ans meurt encore de faim toutes les cinq secondes. « La pire des causes de ce meurtre collectif, qui est en même temps la plus absurde, est la spéculation boursière sur les aliments de base, affirmait Ziegler dans une récente entrevue au journal *Le Devoir*. La production des agrocarburants, le dumping de produits agricoles subventionnés, l'endettement des pays pauvres ainsi que les achats et locations à long terme de terres par des fonds souverains et des sociétés transnationales sont autant de raisons qui expliquent cet échec à éradiquer la faim, encore principale cause des décès de la planète. Autrefois Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation (2001 à 2008), Jean Ziegler offre un "livre de combat" comme il le nomme lui-même, qui dénonce les mécanismes d'assujettissement des peuples du monde et qui, à travers son expérience sur le terrain, donne à la souffrance et à l'espoir, un visage et à l'oppression un nom.



À VOIR



La poubelle province, de Denis Blaquière (2012)

Le cinéaste, comédien et humoriste québécois, Denis Blaquière, dévoile son tout dernier documentaire, "La Poubelle Province". Une réflexion de quatre-vingts minutes à propos de notre gigantesque production de déchets, où nous, Québécois et Québécoises, surpassons la plupart des autres peuples du monde, devant même, à notre grande surprise, nos voisins du Sud, les États-Unis. Dominée par quelques gros joueurs, l'industrie de la cueillette et de l'enfouissement des ordures est présentée comme un véritable "scandale durable". Le documentaire offre le portrait saisissant d'une industrie extrêmement lucrative où la presque totalité de la population québécoise est ignorante dans le domaine. Selon Blaquière, il y a un réel manque de volonté politique quant à réduire la quantité de déchets qui se dirigent vers nos sites d'enfouissement.

PLUS : Visitez le site Internet du Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets : www.fcqed.org



À VISITER

www.bienvenuepalestine.com

Lors du dernier numéro du Point, nous annonçons l'action internationale de "Bienvenue Palestine 2012", où des participants de partout dans le monde, dont une délégation québécoise, devaient transiter en date du 15 avril par l'aéroport de Tel-Aviv afin de participer à un projet communautaire et demander le soutien des gouvernements sur le droit des Palestiniens à recevoir des visiteurs. Malheureusement, de nombreuses délégations sont revenues quelques jours plus tard après avoir vécu la prison, des déportations et des blocages dans les aéroports. Malgré tout, six Québécois, dont quatre femmes et deux hommes, ont atteint Bethléem et ont été stupéfaits par la violence de l'occupation. "Humiliations, mépris, étouffement, c'est la première impression qu'on a en arrivant. Les soldats israéliens sont partout et jouent constamment la carte de l'intimidation. Pourtant, les Palestiniens tiennent bon." commentent-ils.

Retrouvez leurs témoignages et bien davantage sur ce site, dont un court-métrage entièrement réalisé par des enfants palestiniens de 12 ans (*Le piège*), dénonçant certaines pratiques douteuses de l'armée israélienne.



Stéphane Corriveau,
Coordonnateur québécois de
Bienvenue Palestine.



DES REPRÉSENTANTS DU CS/TR AUX QUATRE COINS DU MONDE

L'arrivée de l'été signifie un départ massif des stagiaires du CS/TR. Cette année, 34 jeunes du programme Québec sans frontières (QSF) nous représenteront au Nicaragua, au Sénégal, à Cuba et au Burkina Faso. S'ajoutent à ces voyageurs, un groupe de 20 étudiants en santé animale du Collège Laflèche qui visiteront l'Uruguay en mai et juin, ainsi qu'un groupe d'étudiant(e)s en psychoéducation de l'UQTR, qui passeront cinq semaines en Haïti. C'est le cas de le dire, il y aura des représentants du CS/TR aux quatre coins du monde cet été!



Dix stagiaires du CS/TR passeront 11 semaines à tisser des liens avec la communauté de Fissel, au Sénégal, dans le cadre d'un stage QSF en environnement.

VIVRE LE COMMERCE ÉQUITABLE EN HAÏTI

Plusieurs membres du comité jeunesse du CS/TR iront vivre un séjour de deux semaines dans la coopérative équitable IRATAM en Haïti du 25 juillet au 8 août 2012. Ce séjour leur permettra de mieux saisir les retombées réelles du commerce équitable sur les paysans du Sud pour ensuite partager leurs observations et leur expérience aux citoyens trifluviens dans le cadre du projet Trois-Rivières, ville équitable.

PLUS : Consultez le Facebook : Trois-Rivières, ville équitable



IRATAM appuie plusieurs projets à Sainte-Suzanne dans le Nord-Est d'Haïti, dont des jardins scolaires, du reboisement par des pépinières, de l'agroforesterie, de l'écotourisme et de la culture de café en commerce équitable.

HAÏTI : NON À L'IMPUNITÉ DE JEAN-CLAUDE DUVALIER POUR SES CRIMES



Le CS/TR, en collaboration avec Concertation pour Haïti, a fait parvenir une lettre au ministre John Baird dénonçant la décision du juge d'instruction Carvès Jean, d'abandonner les poursuites pénales engagées à l'encontre de Jean-Claude Duvalier pour crimes contre l'humanité. Rendue en Haïti, le 30 janvier 2012, cette décision est lourde de conséquences puisqu'elle nie tout droit à la justice aux victimes.

PLUS : Retrouvez et signez cette lettre dans l'onglet Nouvelles brèves du www.cs3r.org

DEVENEZ MEMBRE DU COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Être membre du Comité de Solidarité/Trois-Rivières, c'est soutenir un organisme qui agit pour le changement par la sensibilisation du public. Il agit en coopération avec des partenaires d'ici et d'ailleurs pour créer un avenir plus équitable et juste. Vous pouvez vous procurer la carte de membre annuelle au coût de 5 \$.

Information : Ginette Houle : (819) 373-2598 poste 0

NPD

Parce que l'engagement est vital au développement d'une société saine, je suis fier d'être partenaire du CS/TR.

Robert Aubin
Député fédéral de Trois-Rivières

214, rue Bonaventure
Trois-Rivières : G5A 2B1
Tél. : 819 371-1592 / Téléc. : 819 371-5912

PENSEZ ACHETEZ SOYEZ ÉQUITABLE

Car derrière chaque produit, il y a un producteur, sa famille et sa communauté!

Trois-Rivières, ville équitable! Un projet à réaliser, un défi à relever!

En devenant une ville équitable, la communauté de Trois-Rivières s'engage à soutenir les principes du commerce équitable. Trois-Rivières pourrait ainsi être la 6^e ville québécoise à obtenir ce titre et la première de la région en Mauricie. Pour ce faire, il suffit d'atteindre les six objectifs proposés par Transfair Canada. Ces objectifs encouragent l'accès aux produits Certifiés Équitables dans la communauté et ils visent également à accroître l'éducation et la sensibilisation du public à l'égard du commerce équitable.

Le projet, Trois-Rivières, ville équitable, est une initiative du comité jeunesse du Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS/TR) soutenu par le Forum Jeunesse Mauricie (FJM).

www.cs3r.org

Pour plus d'information sur le comité jeunesse et sur le projet Trois-Rivières ville équitable
Contactez Anick Michaud au 819-373-2598 poste 312
ou par courriel : anick.michaud@cs3r.org

Choisir le commerce équitable c'est :

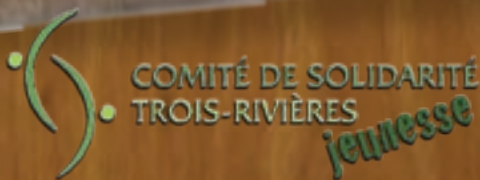
- payer un juste prix aux producteurs et aux travailleurs des pays en développement;
- prendre soin de l'environnement;
- combattre le travail des enfants et renforcer les droits des travailleurs;
- soutenir le développement communautaire.

Comment appuyer le projet ville équitable?

Nous invitons les citoyens et citoyennes de Trois-Rivières et de partout à appuyer les démarches entreprises par le comité jeunesse du CS/TR.

Voici quelques suggestions :

- Encouragez le commerce équitable en achetant au moins un nouveau produit équitable. Retrouvez les produits équitables disponibles à Trois-Rivières, sur notre page Facebook : Trois-Rivières ville équitable;
- Cliquez J'aime sur notre page Facebook Trois-Rivières ville équitable, vous serez ainsi tenu informé sur le projet et les événements à venir.



Numero de convention : 40040882

Post-publications
Postage paid
Publications Mail